



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CMGO (ex GAIA)**

avenue Charles Lindbergh  
33700 Mérignac

Références : 25-146

Code AIOT : 0003100635

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement CMGO (ex GAIA) implanté Le Bois de l'Eglise 33138 Lanton. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMGO (ex GAIA)
- Le Bois de l'Eglise 33138 Lanton
- Code AIOT : 0003100635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

CMGO exploite une plateforme de négoce et recyclage de matériaux et déchets non dangereux sur la commune de LANTON. Cette activité a été reprise en 2016 par une procédure de changement d'exploitant, à la suite de la liquidation judiciaire de la société SN CHALLENGER.

L'arrêté préfectoral du 29/02/2016 a fixé le nouveau périmètre géographique de l'autorisation, les activités relevant de la réglementation ICPE et a reconduit l'ensemble des dispositions applicables à SN CHALLENGER fixées notamment dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter daté du 24 novembre 2006 et des arrêtés préfectoraux complémentaires du 8 avril 2010 et 26 octobre 2011 par rapport à la situation environnementale du terrain (diagnostic de pollution et surveillance des eaux).

Le site se situe en zone forestière et longe l'ancienne décharge communale non autorisée pour laquelle la réhabilitation est encore à mener.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Classement ICPE	AP Complémentaire du 04/03/2016, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Déclaration annuelle des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Qualité eaux souterraines	AP Complémentaire du 23/05/2012, article 4.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Qualité rejets effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/11/2006, article 9 et 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 et 47	Sans objet
7	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2016, CMGO a repris un site ayant déjà fait l'objet d'une autorisation et a œuvré pour mettre le site en sécurité et évacuer les déchets non gérés par l'exploitant précédent.

Depuis, la stratégie de CMGO s'est stabilisée et l'exploitant dédie sa plateforme au négoce de matériaux et au tri, transit et regroupement de déchets non dangereux inertes ou non, dans une optique de recyclage, en cohérence avec les nouvelles filières à responsabilités élargies (REP).

La visite d'inspection a permis de comprendre l'organisation du site autour des différents flux de déchets, **et il s'avère nécessaire d'actualiser le dossier d'autorisation initial afin de clarifier les activités et le référentiel applicable. Cette étape conduira à réviser le classement du site et l'encadrement des conditions d'exploitation.**

La surveillance environnementale est globalement en place et les résultats conformes. **Des justificatifs restent à transmettre.**

Il est à noter que le registre RNDTS n'a pas fait l'objet du contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/03/2016, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Capacité de production
<b>Prescription contrôlée :</b>  CMGO est autorisé à exploiter une plateforme de transit, tri, regroupement et traitement de déchets non dangereux selon les rubriques suivantes (en tenant compte des droits acquis vu les évolutions réglementaires avec changements de seuil et régime) : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2515-1.a (E) : Installations de concassage, criblage de matériaux et déchets inertes d'une puissance de 315 kW</li><li>- 2714-1 (E) : Installations de tri, transit, regroupement de bois/papiers/carton pour un volume de 1 000 m<sup>3</sup> et de plastiques pour 300 m<sup>3</sup> ;</li><li>- 2791 (A): Installations de broyage de déchets verts et déchets non dangereux de capacité de 75 t/j ;</li><li>- 2716-2 (D) : Installations de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux non inertes pour un volume de 180 m<sup>3</sup> ;</li><li>- 1532-2 (D) : Dépôt de bois sec assimilable à de la biomasse au sens de la rubrique 2910-A pour un volume de 1 500 m<sup>3</sup> ;</li><li>- 2713 (NC) : Installations de tri, transit, regroupement de déchets métalliques sur une surface de 40 m<sup>2</sup> ;</li><li>- 2517 (NC) : Installations de tri, transit, regroupement de matériaux et déchets inertes pour une capacité de 15 000 m<sup>3</sup>, soit moins de 5 000 m<sup>2</sup>.</li></ul> En date du 9/02/2024, déclaration de l'activité 2710 « Collecte de déchets apportés par le producteur initial » pour un volume de 299 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  La visite du site a permis de vérifier l'organisation des flux de déchets. Il a ainsi été constaté le regroupement de manière séparé, en casier béton, de bois non traité, de souches (2714), de bois traité (2716), de déchets métalliques issus du tri (2713) et des déchets non dangereux en mélange apportés par le producteur (2710). Les casiers béton correspondent à des stocks d'un volume inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> . Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de maîtriser ses entrées/sorties pour respecter les capacités autorisées. L'état des stocks n'a pas été demandé le jour de la visite. Par ailleurs, deux zones de regroupement, tri, et traitement des matériaux et déchets inertes ont été observées. Sur ces zones, des matériaux de déconstruction (béton, route), de voirie (terres, sables) et des cendres sous foyer sont regroupés. Les matériaux valorisés de type graves (GR2) et terres végétales (NFU 44-051) ont également été présentés par l'exploitant.  <b>Il a été constaté que la surface réservée au tri, transit et regroupement de matériaux et déchets inertes, limitée à 5 000 m<sup>2</sup> dans l'arrêté préfectoral, est dépassée.</b> Une régularisation est nécessaire. Il est également demandé à l'exploitant de se positionner au titre de la <b>rubrique 2170 « fabrication de support de culture »</b> au regard de son activité dite « Subster ».

Pour ce qui est des installations de traitement, un crible appartenant à CMGO est à demeure et utilisé pour les terres. Pour les bétons et éléments plus grossiers, le site fonctionne par campagnes de concassage en sous-traitance. En 2024, la dernière campagne remonte à février. Par ailleurs, une zone est louée à une autre société pour l'entreposage de bennes vides.

En conclusion, **l'activité du site depuis le changement d'exploitant tel que réglementé par l'arrêté préfectoral de 2016 a évolué.** La mise en sécurité du site est effective (barrière, merlons, portail) et les déchets/gravats historiques ont été évacués. **Il reste qu'un travail de mise à jour des conditions d'exploiter est nécessaire.** Il est à noter qu'une première évolution avait déjà fait l'objet d'une demande lors de la visite d'inspection du 21 juin 2017. L'exploitant avait alors reporté la remise d'un dossier actualisé afin d'établir sa nouvelle orientation stratégique du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est donc demandé à l'exploitant de déposer un porter à connaissance (PAC) au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. L'objectif du PAC est de clarifier l'activité, de mettre à jour le tableau de classement ICPE (à noter, le dossier accompagnant la déclaration au titre de la rubrique 2710 ne suffit pas, il ne présente pas, par exemple, les activités relevant de la rubrique 2517), d'établir une étude d'incidence environnementale, de fournir des plans précis indiquant l'emplacement de chaque installation (selon les rubriques ICPE et incluant les volumes maximaux entreposés), les voiries, les zones imperméabilisées, les réseaux de collecte des eaux, les équipements de traitement des eaux de ruissellement et les points de rejet, les équipements utilisés pour la surveillance environnementale (jauge, piézo...). L'exploitant présente sa stratégie de défense incendie et explique sa maîtrise du bassin d'eau à l'Est du site.

Un récolement aux référentiels en vigueur est également attendu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Déclaration annuelle des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

**Thème(s) :** Situation administrative, GERE

**Prescription contrôlée :**

III. -L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;
- le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;
- les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à

l'article L. 541-4-3.
<b>Constats :</b>  La déclaration des 3 dernières années est vide.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant corrige cette non-conformité en télédéclarant son bilan 2024 avant le 31 mars 2025 via l'application GERP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Réception des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Marquage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.
<b>Constats :</b>  De manière générale, la signalisation est absente sur le site. L'exploitant explique avoir attendu le changement de nom de la société pour lancer la fabrication des panneaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé de justifier la mise en conformité de ce point ou de justifier d'un calendrier <i>a minima</i> avec un bon de commande.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Qualité eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/05/2012, article 4.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses doivent être réalisées dans les ouvrages de surveillance (...).

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats consignés dans le rapport du 11/10/2024 d'Asstech'Environnement ont été consultés. Cette campagne correspond aux basses eaux. Des concentrations élevées en ammonium sont à noter.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte-tenu de l'historique du site, il est attendu que CMGO intègre l'ensemble des résultats à sa disposition afin d'apprécier, d'une part, l'évolution de l'état de la nappe, et d'autre part, le lien potentiel avec les activités du site. Un tableau récapitulatif avec ses conclusions est à transmettre, notamment au travers du PAC demandé au constat 1.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 5 : Qualité rejets effluents aqueux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2006, article 9 et 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet au milieu naturel des eaux du site doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes : voir tableau art.9 Des analyses des rejets visés au 9, portant sur l'ensemble des paramètres susvisés, devront être réalisés au moins tous les semestres par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux pluviales ruisselant sur les déchets regroupés dans les différents casiers béton sont dirigées vers le bassin tampon imperméabilisé situé au centre du site. Il est équipé d'une vanne de sectionnement systématiquement fermée. Il est à noter que la campagne de recherche des PFAs, qui s'est avérée négative, a consisté à analyser la qualité des eaux de ce bassin. L'aire de lavage et de stationnement des engins faisait l'objet de travaux le jour de l'inspection. Un nouveau séparateur à hydrocarbures a été installé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer les prochaines analyses de qualité des eaux rejetées au milieu naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 et 47
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité air ambiant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art.39 : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.  Art.57 : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
<b>Constats :</b>  Le rapport de l'ENCEM, daté de novembre 2024, correspondant au bilan 2023-2024, a été consulté. Les résultats sont représentatifs des périodes de concassage. Les concentrations sont inférieures à 200 mg/m <sup>2</sup> /j et n'appellent pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance nuisance sonore
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Pour les établissements existants [à la date de parution de l'arrêté ministériel] la fréquence des mesures est annuelle.
<b>Constats :</b>  Le rapport de l'ENCEM, daté de février 2024, a été consulté. Les résultats sont représentatifs de la période de concassage réalisée en 2024. Les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite